Séance du : 22 février 2024

Nombre de membres en exercice : 14
Nombre de membres présents : 10
Nombre de suffrages exprimés : 13
Pour : 13 Contre : Abstention :
Date de convocation : 16.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt-deux février à dix-neuf heures.

Le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Yannick ROLLAND, maire.

Présents : Mmes, Mrs : ROLLAND Yannick, CHASTANET Gisèle, BONNET Christian, TARDIVAUD Laurent, FRUTIER Gérard, MALAVERGNE Nadine, DIGNAC Bruno, MOULINIER Arnaud, MARTINEZ Nadja, SUDRIE Sylviane.

Absents excusés : Claire VERTONGEN, Jérôme LIMOGES, Nicole TOUS.

Absents : Philippe DEJEAN.

Pouvoirs : Claire VERTONGEN à Yannick ROLLAND, Jérôme LIMOGES à Arnaud MOULINIER, Nicole TOUS à Nadine MALAVERGNE.

Secrétaire de séance : Laurent TARDIVAUD.

Objet : Autorisation au Maire à engager et à mandater des crédits D'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au BP Précédent

N° 2024_02_d1

Monsieur le Maire expose au conseil municipal qu'il est nécessaire de prendre une décision pour le paiement des factures d'investissement, il y a des factures d'investissement qui doivent être payées avant le vote du BP 2024.

Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité des présents :

AUTORISE Monsieur le Maire à engager et à mandater des crédits d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au BP précédent.

Objet : Convention d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage avec l'ATD

N° 2024_02_d2

Monsieur le Maire présente au conseil municipal un projet de convention d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage avec l'Agence Technique Départementale, à savoir :

Objet de la mission :

- Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la désimperméabilisation et la gestion intégrée des eaux pluviales pour l'aménagement de la cour d'école et l'accompagnement dans l'obtention des subventions de l'Agence de l'Eau Adour Garonne.

Contenu de la mission :

- La mission confiée à l'Agence Technique Départementale est une mission intégrée d'assistance technique à Maitrise d'Ouvrage. Elle comprend les tâches suivantes :
 - Étude et reconnaissance du site ;
 - Étude des différentes possibilités pour la désimperméabilisations et la gestion intégrée des eaux pluviales ;
 - Rédaction d'une note technique sur la gestion intégrée des eaux pluviales.

Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité des présents :

ACCEPTE La convention d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous documents se rapportant à celle-ci.

Objet : Mise à disposition du terrain de foot

N° 2024_02_d03

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la proposition d'utilisation du terrain de foot par l'entente Grignols/Villamblard, par l'intermédiaire de Monsieur ARGAUD Sylvain.

Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité des présents :

ACCEPTE La mise à disposition du terrain de foot à l'entente Grignols/Villamblard ;

Objet : Mandat au Centre de gestion de la Dordogne pour négocier un accord avec les organisations syndicales représentatives et lancer la consultation pour la conclusion d'une convention de participation dans le domaine de la prévoyance

Vu les articles L.827-1 et suivants du code général de la fonction publique relatifs à la protection sociale complémentaire,

Vu les articles L.221-1 et suivants du code général de la fonction publique relatifs à la négociation et accords collectifs,

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les 4 arrêtés d'application du 8 novembre 2011,

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux,

Le Maire rappelle au Conseil que la réforme de la protection sociale complémentaire rend obligatoire la participation financière des employeurs publics au financement des garanties couvrant le risque prévoyance de leurs agents à compter du 1^{er} janvier 2025.

La prévoyance ou « garantie maintien de salaire » couvre les risques liés à l'incapacité de travail, et le cas échéant, tout ou partie des risques d'invalidité et liés au décès.

L'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux prévoit que l'employeur doit contribuer à hauteur de 50 % minimum de la cotisation payée par ses agents. Cette participation doit se faire par le biais d'un contrat collectif à adhésion obligatoire dont les garanties doivent prévoir à minima un maintien de 90 % du salaire net en cas d'incapacité temporaire de travail et d'invalidité permanente.

Le dispositif réglementaire prévoit donc deux possibilités pour les collectivités, exclusives l'une de l'autre, s'agissant de la couverture prévoyance :

- La mise en place d'une convention de participation conclue par la collectivité effectuant sa propre mise en concurrence,
- L'adhésion à la convention de participation proposée par le Centre de Gestion.

Dans les collectivités territoriales employant moins de 50 agents et rattachées au Comité Social Territorial (CST) du CDG, c'est le CDG qui est compétent pour négocier et conclure un accord qui doit ensuite être approuvé par chaque collectivité qui souhaite adhérer au contrat.

Aux termes de l'article L.827-7 du Code Général de la Fonction Publique, les centres de gestion ont, en effet, l'obligation de conclure une convention de participation pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent.

Par conséquent, le Centre de Gestion de la Dordogne a décidé de lancer en 2024 une procédure de marché public afin de conclure une convention de participation dans le domaine de la prévoyance. Il propose aux collectivités intéressées de se joindre à cette procédure en lui donnant mandat par délibération.

Le Centre de gestion proposera une convention de participation dans le domaine de la prévoyance au 3^{ème} trimestre 2024 pour un début d'exécution du marché au 1^{er} janvier 2025.

A l'issue de cette consultation les collectivités conserveront l'entière liberté de signer ou non la convention de participation qui leur sera proposée.

Les garanties et les taux de cotisation obtenus seront présentés aux collectivités ayant donné mandat qui seront amenées à les présenter à leur organe délibérant.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil à l'unanimité des présents :

- **DECIDENT** de se joindre à la convention de participation dans le domaine de la prévoyance que le Centre de Gestion de la Dordogne prévoit de conclure conformément à l'article 25-1 de l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021.
- **DONNENT MANDAT** au Centre de Gestion de la Dordogne pour négocier un accord avec les organisations syndicales représentatives et pour lancer la consultation nécessaire à la conclusion de la convention de participation.
- **PRENNENT ACTE** que les tarifs et garanties lui seront soumis préalablement afin que l'assemblée délibérante puisse prendre la décision de signer ou non la convention de participation souscrite par le Centre de Gestion qui débutera le 1^{er} janvier 2025.
- **AUTORISENT** le Maire à effectuer tout acte en conséquence.